
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} AVRIL – 30 JUIN 2022)

145

ALLEMAGNE

15 mai 2022. **Rhénanie-du-Nord-Westphalie.** Les chrétiens-démocrates de la CDU arrivent en tête aux élections régionales du *Land* le plus peuplé du pays, avec 35,7 % des voix et 76 des 195 sièges, devançant les sociaux-démocrates, qui chutent à 26,7 % et 56 élus. Les Verts triplent presque leur résultat de 2017, avec 18,2 % des suffrages et 39 sièges, tandis que les libéraux du FDP reculent, avec 5,9 % et 12 élus. À l'extrême droite, l'AfD, en obtenant 5,4 % des voix, entre au *Landtag*, avec 12 députés. À l'extrême gauche, Die Linke, qui recueille 2,1 %, n'a aucun élu. La participation a été de 55,5 %.

Le 28 juin, le *Landtag* réélit Hendrik Wüst, 47 ans, CDU, en fonction depuis le 27 octobre 2021, comme ministre-président par 106 voix contre 74. Il

était à la tête d'une coalition avec les libéraux mais gouvernera désormais avec les Verts.

AUSTRALIE

21 mai 2022. **Élections législatives.** Les Australiens renouvellent leur Chambre des représentants et 40 des 76 sièges du Sénat. C'est l'alternance. La Coalition (libérale-nationale), avec 36 % des premiers votes, est en tête en termes de voix mais n'a que 58 des 151 sièges, tandis que le Parti travailliste, avec 33 % des suffrages, a 77 élus. Les Verts, avec 12 %, ont 4 élus, les indépendants, avec 5 %, en ont 10; les deux partis de droite radicale, One Nation, avec un peu moins de 5 % des voix, et Australie unie, avec 4 %, n'ont aucun élu. Le mode de scrutin (vote unique transférable) donne donc la victoire en termes de sièges aux travaillistes. Deux jours plus tard, Anthony

* Centre d'études sur la coopération juridique internationale-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA7353.

Albanese, 59 ans, Parti travailliste, devient Premier ministre. Entré en fonction le 11 juin, le nouveau gouvernement entend agir fortement pour le climat et les droits des aborigènes, ainsi que contre la corruption. Il comprend un « ministre délégué pour la République ».

BELGIQUE

19 mai 2022. **Droit de vote.** Le Parlement belge annonce que tous les jeunes Européens auront le droit de voter aux élections européennes dès l'âge de 16 ans. La Belgique est le quatrième pays à accorder ce droit, après l'Autriche, la Grèce et Malte.

BULGARIE

8 et 22 juin 2022. **Gouvernement.** Le chef d'Il y a un tel peuple, Stanislav Trifonov, chanteur dit Slavi Trifonov, 55 ans, déclare le 8 avril que son parti populiste se retire de la coalition gouvernementale dirigée par un Premier ministre centriste et proeuropéen, Kiril Petkov, 42 ans, Nous continuons le changement, en fonction depuis le 13 décembre 2021. Le refus de lever le veto bulgare à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne a fait figure de point de discorde.

Le 22 juin, le Parlement adopte, par 123 voix contre 116, une motion de censure déposée sept jours plus tôt par le principal parti d'opposition, renversant ainsi le gouvernement. Le 27 juin, Kiril Petkov démissionne et est chargé de former un nouveau gouvernement par le président Radev.

CHINE (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE)

4 avril et 8 mai 2022. **Hong-Kong.** À la tête de l'exécutif hongkongais depuis le

1^{er} juillet 2017, Cheng Yuet-ngor, dite Carrie Lam, 65 ans, annonce le 4 avril qu'elle ne briguera pas un second mandat. Son bilan est très critiqué.

Le 8 mai, Lee Ka-chiu, dit John Lee, 64 ans, ancien policier fortement impliqué dans la répression des manifestations de 2019, est élu chef de l'exécutif, par 1416 voix contre 8, et prend ses fonctions le 1^{er} juillet. Face à cette nomination, le G7 exprime sa préoccupation. John Lee a déjà été sanctionné par les États-Unis et condamné par l'Union européenne.

COLOMBIE

29 mai et 19 juin 2022. **Élection présidentielle.** Au premier tour, Gustavo Petro, 62 ans, coalition de gauche Pacte historique, ex-guérillero, ancien maire de Bogotá, obtient 40,3 % des voix, contre 28,2 % à Rodolfo Hernández, 77 ans, coalition Ligue des dirigeants anticorruption, « Trump colombien », et 23,9 % à Federico Gutiérrez, 47 ans, coalition de droite Équipe pour la Colombie, ancien maire de Medellín. La participation a été de 54,9 %.

Au second tour, Gustavo Petro l'emporte avec 51,6 % des suffrages et devient le premier président de gauche du pays, mais il n'a pas de majorité au Congrès. La participation a été de 58,1 %.

Gustavo Petro entre en fonctions le 7 août, succédant à Iván Duque, 45 ans, Centre démocratique, droite très conservatrice, qui, en respect de la Constitution, n'était pas éligible pour un second mandat. Sa colistière, Francia Márquez, 40 ans, avocate, sera la première vice-présidente noire.

DANEMARK

1^{er} juin 2022. **Référendum.** La Première ministre avait proposé, le 6 mars, que

le Danemark participe à la politique de défense de l'Union européenne, dont elle s'était exclue en 1992, et soumettait cette proposition à un référendum, organisé le 1^{er} juin. La majorité en faveur d'une telle participation est confortable, 67 % des votants ayant répondu « oui ».

ÉMIRATS ARABES UNIS

13 mai 2022. **Président.** Le cheikh Khalifa ben Zayed al-Nahyane, qui présidait les Émirats arabes unis depuis le 3 novembre 2004, décède à 74 ans, à Abou Dhabi. Le lendemain, le Conseil suprême fédéral élit à la présidence son demi-frère le cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyane, qui lui succède également en tant qu'émir d'Abou Dhabi. Le nouveau chef d'État dirige en fait le pays depuis l'AVC du président, en 2014.

ESPAGNE

19 juin 2022. **Andalousie.** C'est tout un symbole. Dans cette communauté autonome qui était un fief socialiste, le Parti populaire a la majorité absolue, obtenant 43,1 % des voix, soit vingt points de plus que lors du précédent scrutin, et 58 des 109 sièges, contre 24,1 % et 30 élus pour le Parti socialiste ouvrier espagnol, 13,5 % et 14 sièges pour le parti d'extrême droite Vox, 7,7 % et 5 élus pour celui de gauche Pour l'Andalousie et 4,6 % et 2 élus pour celui de gauche radicale En avant Andalousie. La forte progression du Parti populaire s'explique notamment par l'effondrement de Ciudadanos, centre droit, qui perd toute représentation, et de Pour l'Andalousie, en grand recul. La participation a été de 58,4 %.

ÉTATS-UNIS

8 avril 2022. **Cour suprême.** Par 53 voix contre 47, le Sénat approuve la nomination à la Cour suprême de Ketanji Brown Jackson, 51 ans, afro-américaine, juge à la cour d'appel des États-Unis pour le circuit du district de Columbia. Trois sénateurs républicains ont voté pour. Elle succède le 30 juin au juge Stephen Breyer, 83 ans, qui siégeait depuis le 3 août 1994, démissionnaire.

9 et 21 juin 2022. **Attaque du Capitole.** Les parlementaires chargés d'enquêter sur l'assaut du Congrès exposent, le 9 juin, leurs conclusions au grand public, cette audition étant diffusée en soirée et en direct sur les principales chaînes de télévision du pays. Les témoignages et documents présentés sont accablants pour Donald Trump. La commission d'enquête révèle le courage du vice-président Mike Pence, qui a résisté aux pressions et harcèlements exercés par la Maison Blanche.

Le 21 juin, des responsables locaux ou de simples citoyens accusés d'avoir pris part au pseudo-vol de l'élection présidentielle témoignent des menaces, intimidations et harcèlements subis. Selon Cassidy Hutchinson, 26 ans, proche conseillère du directeur de cabinet de la Maison Blanche, Mark Meadows, Donald Trump aurait déclaré aux agents des services secrets: « Je suis le putain de président, emmenez-moi au Capitole », et même tenté de prendre le volant de la limousine blindée, agressant au passage son chef de la sécurité, Robert Engel, qui tentait de le retenir.

12 et 23 juin 2022. **Armes. Cour suprême.** Le 14 mai, un jeune homme de 18 ans, suprémaciste blanc, Payton Gendron, tue dix personnes dans un

supermarché de Buffalo. Le tueur était affilié à une mouvance d'extrême droite adepte de la théorie du « grand remplacement ».

Le 24 mai, un homme fait feu dans une école d'Uvalde, au Texas, tuant dix-neuf enfants et deux autres personnes. La police est mise en cause pour avoir tardé à intervenir.

Un groupe de vingt sénateurs s'entend le 12 juin sur une proposition de loi visant à réduire les violences par arme à feu. C'est le résultat des efforts du démocrate Chris Murphy, élu du Connecticut, et du républicain John Cornyn, élu du Texas. Joe Biden salue cette avancée, la plus importante « depuis des décennies ». Il s'agit de renforcer le secteur de la santé mentale et les mesures de sécurité dans les établissements scolaires.

Le 23 juin, par 6 voix contre 3, la Cour suprême invalide une loi adoptée en 2019 par l'État de New York qui limitait la délivrance des permis de porter une arme dissimulée aux seules personnes pouvant prouver qu'elles en avaient réellement besoin. Dans l'arrêt en question, le juge Clarence Thomas s'appuie sur les deuxième et quatorzième amendements de la Constitution.

24 juin 2022. **Avortement.** Le 2 mai, le site d'information Politico révèle qu'un projet de décision de la Cour suprême « écraserait » la décision *Roe v. Wade* du 22 janvier 1973.

Le 24 juin, la Cour infirme l'arrêt *Roe v. Wade*, tout comme l'arrêt *Planned Parenthood v. Casey* de 1992, considérant que les États sont libres de légiférer sur l'IVG et peuvent donc l'interdire. Par 6 voix contre 3, elle juge que la loi du Mississippi interdisant l'avortement après quinze semaines de grossesse est valide et, par 5 voix

contre 4, que le droit à l'avortement n'est pas protégé par la Constitution. La moitié des États sont susceptibles d'en profiter pour proscrire l'IVG. Joe Biden considère que, par cette « erreur tactique », la Cour suprême « ramène le pays cent cinquante ans en arrière ». La Californie, dont le gouverneur soutient l'initiative qui vise à inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution de l'État, accueillera sans doute une partie des femmes ne pouvant avorter dans leur propre État. Le juge Breyer, dont la démission ne sera actée que le 30 juin, a participé à la décision, en votant contre.

Le président Biden cherche à faire inscrire le droit à l'avortement dans la loi fédérale.

HONGRIE

3 avril 2022. **Élections législatives.** L'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (Fidesz), parti de Viktor Orbán, 59 ans, Premier ministre du 6 juillet 1998 au 27 mai 2002 et depuis le 29 mai 2010, l'emporte largement avec 54,13 % des voix, obtenant 135 sièges et ainsi la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale. L'Alliance des jeunes de droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), qui comprend les socialistes, les écologistes, les sociaux-démocrates, les libéraux et l'ancien parti d'extrême droite recentré, n'obtient que 34,4 % des voix et 57 sièges. Le nouveau Mouvement Notre patrie, extrême droite, arrive troisième et franchit le seuil des 5 %, ce qui lui permet d'avoir 6 élus.

Après son échec, l'opposition se montre très divisée.

Le 16 mai, le Parlement réélit Viktor Orbán comme Premier ministre par 133 voix contre 27. Le 24 mai, le nouveau gouvernement est nommé, avec Judit

Varga à la Justice, seule femme sur quatorze ministres.

3 avril 2022. **Référendum. Homophobie.** Le même jour que les élections législatives a lieu un référendum qui, officiellement, porte sur la protection des enfants mais qui, en réalité, a des visées homophobes et s'inscrit dans le contexte de défiance du pays vis-à-vis de l'Union européenne.

Quatre questions étaient soumises au vote: 1) « Soutenez-vous la tenue de séances d'orientation sexuelle pour les enfants mineurs dans l'enseignement public sans accord parental ? »; 2) « Soutenez-vous la promotion des traitements de changement de sexe pour les mineurs ? »; 3) « Soutenez-vous l'introduction sans restriction de contenus à caractère sexuel dans les médias en direction de mineurs et qui affectent leur développement ? »; 4) « Soutenez-vous l'affichage de contenu médiatique sensible au genre pour les mineurs ? »

Assez curieusement, les citoyens sont ainsi invités à répondre « non » – ce qui est inhabituel pour un référendum.

Mais les opposants demandent aux électeurs de rendre leurs bulletins nuls afin que le nombre de voix valides n'atteigne pas le quorum de 50 % des inscrits. La stratégie réussit, les suffrages valides ne représentant que 47,6 % des inscrits. C'est un camouflet pour Viktor Orbán.

ISRAËL

30 juin 2022. **Gouvernement. Dissolution.** Un an après avoir formé un gouvernement réunissant huit partis mêlant droite religieuse nationale, droite, centre, gauche, ainsi qu'un mouvement islamo-conservateur, le Premier ministre, Naftali Bennett, perd

la majorité parlementaire à la suite du départ surprise d'Idit Silman, élue de la formation de droite radicale Yamina. La raison donnée par cette députée pour justifier son retrait de la coalition au pouvoir semble peu solide: son opposition à la décision de la Cour suprême qui demande aux hôpitaux de ne pas empêcher les patients de manger des aliments à base de farine levée ou fermentée pendant la Pâque juive!

Le 17 avril, à la suite de nouveaux incidents à Jérusalem, la Liste arabe unie annonce qu'elle « gèle » sa participation à la coalition. Le 19 mai, quelques jours après les violences policières qui ont émaillé les obsèques de la journaliste palestinienne-américaine Shireen Abu Akleh, la députée socialiste Ghaida Rinawie Zoabi, 49 ans, arabe israélienne, Meretz, déclare quitter elle aussi la coalition, désormais réduite à 59 sièges sur 120, ce qui fragilise le Premier ministre.

Le 20 juin, le gouvernement surmonte deux motions de censure par 57 voix contre 52, mais, le lendemain, Naftali Bennett annonce son intention de dissoudre la Knesset. Yair Lapid, 58 ans, Yesh Atid, diplomate et ex-journaliste, centriste, doit devenir Premier ministre jusqu'à la tenue de nouvelles élections, les cinquièmes en trois ans et demi. La Knesset approuve la dissolution le 22 juin et le vote intervient le 30 juin, 92 députés se prononçant pour; Bennett quitte ses fonctions à minuit. Les élections auront lieu le 1^{er} novembre.

KAZAKHSTAN

5 juin 2022. **Référendum constitutionnel.** Près de 80 % des électeurs approuvent la réforme constitutionnelle visant à sortir le pays de la crise qui a éclaté en janvier. L'ancien président Noursoultan Nazarbaïev est écarté du

pouvoir, perdant son titre de chef de la nation et ainsi l'immunité judiciaire qui lui est attachée.

Le chef de l'État ne peut plus désormais annuler les décisions des collectivités territoriales, ni appartenir à un parti politique. Une Cour constitutionnelle est créée, qui comprend huit juges (un président, quatre nommés par celui-ci et trois par le Parlement). La peine de mort est abolie.

PAKISTAN

150 3-11 avril 2022. **Dissolution. Crise politique.** Menacé par une motion de censure après avoir perdu sa majorité, Imran Khan, 69 ans, Mouvement du Pakistan pour la justice, Premier ministre depuis le 18 août 2018, décide, le 3 avril, de dissoudre l'Assemblée nationale. Le 7 avril, la Cour suprême, à l'unanimité, juge inconstitutionnelle la stratégie du Premier ministre pour éviter la censure, ce qui rétablit l'Assemblée nationale dans ses fonctions. Une motion de censure est examinée deux jours plus tard. Le 10 avril, Imran Khan devient le premier chef de gouvernement à être renversé par une motion de censure. Un nouveau Premier ministre, Shehbaz Sharif, 70 ans, Ligue musulmane du Pakistan (N), est élu le lendemain.

PHILIPPINES

9 mai 2022. **Élection présidentielle.** En élisant Ferdinand Marcos Jr, dit « Bongbong », à une majorité écrasante (58,8 % des voix) pour succéder au « justicier » Rodrigo Duterte, 77 ans, en fonction depuis le 30 juin 2016, les Philippines semblent avoir oublié les crimes des parents du nouveau président,

chassés du pouvoir il y a trente-six ans. La participation a été de 83 %.

POLOGNE

26 mai et 9 juin 2022. **Justice. Union européenne.** La Diète adopte, le 26 mai, un projet de loi visant à supprimer la chambre disciplinaire de la Cour suprême. C'était l'une des conditions posées par la Commission européenne pour débloquer les fonds du plan de relance post-Covid retenus depuis un an. L'opposition critique ce compromis, le considérant comme « néfaste ». Le 1^{er} juin, la Commission donne son feu vert.

Le 9 juin, les députés adoptent une loi sur le système disciplinaire des juges mais rejettent tous les amendements votés par le Sénat, qui avait estimé qu'elle ne répondait pas aux demandes de la Commission. La loi est promulguée le 13 juin.

ROYAUME-UNI

4 avril 2022. **Télévision publique.** La ministre de la Culture, Nadine Dorries, annonce la privatisation de Channel 4, chaîne de télévision réputée pour sa liberté de ton. La décision crée des remous.

14 avril, 14 et 22 juin 2022. **Réfugiés. Human Rights Act.** Un accord controversé est signé, le 14 avril, à Kigali, par la secrétaire d'État à l'Intérieur, Priti Patel, et le ministre des Affaires étrangères rwandais, Vincent Biruta, afin d'envoyer au Rwanda des demandeurs d'asile de diverses nationalités arrivés illégalement sur le territoire britannique.

Le 14 juin, à la suite de plusieurs recours devant la Cour européenne des droits de l'homme, le vol censé

acheminer les cent trente premiers migrants est annulé.

Le 22 juin, en signe de riposte, un projet de loi remettant en cause l'*Human Rights Act*, en ce qu'il vise à faire prévaloir la volonté des cours britanniques sur celle de la Cour de Strasbourg, est officiellement présenté à la Chambre des communes par le secrétaire d'État à la Justice, Dominic Raab. Le lord chancelier tente cependant de rassurer les députés travaillistes en précisant que la Convention européenne des droits de l'homme est « compatible » avec ce projet, et qu'elle y est même « intégrée ».

12 avril, 25 mai et 6 juin 2022. **Premier ministre.** Downing Street annonce, le 12 avril, que Boris Johnson et le chancelier de l'Échiquier, Rishi Sunak, vont être sanctionnés par une amende pour avoir assisté à des fêtes durant le confinement. C'est la première fois qu'un Premier ministre britannique est condamné pour avoir violé une loi de son pays. Le 19 avril, Boris Johnson présente ses excuses devant le Parlement.

Après la publication, le 25 mai, d'un rapport sur le *Partygate* évoquant la tenue de pas moins de vingt soirées, le Premier ministre présente à nouveau ses excuses, mais n'entend toujours pas démissionner.

Le 6 juin, à l'issue d'un vote de défiance au sein du Parti conservateur, Boris Johnson parvient, en obtenant 211 voix en sa faveur sur 359, à se maintenir à la tête de sa formation politique, et donc, en vertu du règlement interne, à conserver son poste de Premier ministre.

10 mai et 2-5 juin 2022. **Monarchie.** En raison de « problèmes de mobilité », Élisabeth II demande au prince Charles d'ouvrir, le 10 mai, la nouvelle session du Parlement. La Reine n'avait renoncé à

cette obligation qu'en 1959 et 1963, lorsqu'elle était enceinte des princes Andrew et Edward, son discours étant lu par le lord chancelier. Le prince Charles est assisté de son épouse, Camilla, et de son fils William, présences rendues possibles par leur statut de conseiller d'État, qui leur permet d'assumer temporairement les fonctions officielles de la Reine.

Du 2 au 5 juin est célébré le jubilé de platine d'Élisabeth II, qui fête ainsi ses soixante-dix ans de règne. Le premier jour a lieu le défilé « Trooping the Colour », en présence de la Reine et de la famille royale; le soir, des illuminations sont projetées sur Buckingham et dans tout le pays, ainsi que dans les cinquante capitales du Commonwealth. Le deuxième jour a lieu une messe d'action de grâce à la cathédrale Saint-Paul de Londres, mais Élisabeth II est absente. Le troisième jour, un grand concert est donné à Buckingham. Le quatrième jour enfin, une longue parade se déroule en hommage à la Reine et à la diversité du peuple britannique.

5 mai et 27 juin 2022. **Irlande du Nord. Stormont. Union européenne.** Mené par Michelle O'Neill, 45 ans, le Sinn Féin, nationaliste favorable à la réunification, arrive en tête des élections législatives du 5 mai, en gagnant 29 % des voix et 27 des 90 sièges à l'Assemblée nationale, devant le Parti unioniste démocrate, favorable à l'union avec le Royaume-Uni, qui obtient 21,3 % des suffrages et 25 élus. Le Parti de l'Alliance a 13,5 % des voix et 17 sièges; le Parti unioniste d'Ulster, 11,2 % et 9 élus; le Parti social-démocrate et travailliste, 9,1 % et 8 sièges; et la Voix unioniste traditionnelle, 7,6 % et 1 élu. La participation a été de 63,6 %.

Le 13 mai, les unionistes du DUP refusent d'élire un président de l'Assemblée et bloquent la formation du gouvernement. Boris Johnson vient à Belfast le 16 mai. Le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič déclare qu'une remise en cause du protocole nord-irlandais par le gouvernement britannique serait inacceptable. Le 17 mai, le gouvernement menace de légiférer pour revenir sur les contrôles post-Brexit.

152 Le 13 juin, Boris Johnson remet en cause l'accord conclu avec Bruxelles sur le Brexit en déposant le *Northern Ireland Protocol Bill*. Le projet allonge drastiquement les mesures douanières introduites par le protocole en mer d'Irlande tout en supprimant les contrôles pour les produits de Grande-Bretagne destinés au marché nord-irlandais. Il supprime le rôle de superviseur dévolu à la Cour de justice de l'Union européenne et donne aux ministres britanniques le droit de modifier presque tout le reste du protocole. Face à cette décision, Maroš Šefčovič, également commissaire chargé de l'accord post-Brexit, annonce le 15 juin le lancement de procédures d'infraction, ouvrant ainsi la voie à une action devant la CJUE.

Le 27 juin, par 295 voix contre 221, les députés britanniques adoptent en première lecture une révision unilatérale des dispositions douanières en Irlande du Nord.

9 juin 2022. **Union européenne. Brexit.** La Cour de justice de l'Union européenne juge que les citoyens britanniques ne peuvent plus bénéficier du droit de vote et du droit d'éligibilité aux élections locales sur le continent.

SLOVÉNIE

24 avril 2022. **Élections législatives.** Contrairement aux prévisions, Janez Janša, 63 ans, Premier ministre depuis le 13 mars 2020, ancien communiste, leader du Parti démocratique, proche de Viktor Orbán, n'obtenant que 23,5 % des voix et 27 sièges, sort vaincu des élections, battu par un écologiste proeuropéen, Robert Golob, 57 ans, à la tête du Mouvement pour la liberté, qui obtient 34,5 % des suffrages et 41 sièges sur 90. La participation a atteint 70 %, taux le plus fort depuis 2000.

UKRAINE

Avril-juin 2022. **Russie.** Le 7 avril, l'Assemblée générale des Nations unies suspend la Russie du Conseil des droits de l'homme, par 93 voix contre 24 (dont l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Arabie saoudite, ainsi que le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) et 58 abstentions (dont la Chine, l'Algérie et la Syrie).

Le 12 avril, le président Biden accuse Vladimir Poutine de génocide.

L'Ukraine étant le grenier à blé du monde, le conflit menace la sécurité alimentaire de nombreux pays.

Le 9 mai, la Russie célèbre le 77^e anniversaire de la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne. Lors de la parade militaire, Vladimir Poutine justifie l'intervention en Ukraine par une « menace inacceptable à [leurs] frontières ». Le président Zelensky déclare que l'Ukraine ne laissera pas la Russie « s'approprier la victoire sur le nazisme », soulignant le prix payé par son pays durant la Seconde Guerre mondiale.

Le 12 mai, les ministres des Affaires étrangères du G7, réunis à Berlin, déclarent qu'ils ne reconnaîtront jamais

les frontières résultant des agressions armées de la Russie.

Le 20 mai, Moscou annonce la prise de Marioupol.

Le 31 mai, lors d'un Conseil européen extraordinaire, auquel intervient le président Zelensky, les dirigeants européens s'entendent sur la mise en place d'un sixième train de sanctions contre la Russie et d'un embargo d'ici la fin de l'année sur le pétrole russe.

Le 16 juin, le président français vient à Kiev avec le chancelier allemand et le président du Conseil italien, rejoints ensuite par le président roumain. Ils réaffirment leur soutien à la défense de l'Ukraine et se prononcent pour que le pays obtienne le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Moscou critique cette visite.

Le Conseil européen des 23-24 juin accorde à l'Ukraine le statut de candidat à l'Union européenne.

11 mai 2022. **Ancien président.** Premier chef d'État de l'Ukraine indépendante, du 5 décembre 1991 au 19 juillet 1994, Leonid Kravtchouk, ancien apparatchik soviétique, décède à 88 ans. Il avait accepté, en 1994, le mémorandum de Budapest, selon lequel les anciennes républiques de l'Union soviétique transféraient à la Russie leur arsenal nucléaire, en échange de la garantie de leur intégrité territoriale par les

États-Unis, le Royaume-Uni et... la Russie.

UNION EUROPÉENNE

3 mai 2022. **Parlement européen.** Les députés adoptent un projet d'acte législatif prévoyant l'élection de vingt-huit députés européens supplémentaires à l'échelle paneuropéenne.

1^{er} juin 2022. **Parti populaire européen.** Lors de son congrès des 31 mai et 1^{er} juin, à Rotterdam, le PPE élit, par 447 voix sur 502, à la présidence de son groupe au Parlement l'Allemand Manfred Weber, 49 ans, Union chrétienne-sociale, qui succède au Français Joseph Daul, 75 ans, Les Républicains, président depuis le 8 octobre 2013. Le Grec Thanasis Bakolas, Nouvelle Démocratie, conseiller du Premier ministre grec, devient secrétaire général.

23-24 juin 2021. **Conseil européen.** Le Conseil des 23-24 juin évoque l'idée d'une communauté politique européenne rassemblant l'Union européenne et ses partenaires. La question de l'énergie est aussi au centre des préoccupations. Outre l'Ukraine, la Moldavie s'est vue accorder le statut de candidat à l'Union européenne, contrairement à la Macédoine du Nord, à l'Albanie, à la Serbie et à la Géorgie.

